

Au Mali, les jihadistes abandonnent leurs bastions du nord

Les combattants islamistes ont toutefois mis la main sur une localité de l'ouest du pays.

Les jihadistes ont évacué lundi les grandes villes du nord du Mali qu'ils occupaient, après des bombardements des forces françaises, mais ont pris la localité de Diabali, à 400 km au nord de Bamako, et menacé de «*frapper le coeur de la France*».

Pour renforcer les troupes françaises, une trentaine de véhicules de transports de troupe blindés de la force française «*Licorne*» ont quitté lundi la Côte d'Ivoire pour se rendre au Mali voisin, selon des témoins sur place. Lundi, les combattants islamistes sont repassés à l'offensive dans l'ouest du Mali en s'emparant de Diabali. Cette attaque était dirigée par Abou Zeid, un des chefs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), selon une source sécuritaire régionale.

«*Nous savions qu'il y aurait une contre-offensive vers l'ouest, d'autant plus que (c'est) là (que) se trouvent les éléments déterminés, les plus structurés, les plus fanatiques (...). Ils ont pris Diabali, une petite commune, après des combats importants et après une résistance de l'armée malienne qui était insuffisamment dotée à ce moment précis*», a déclaré le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

Mais dans le même temps, les jihadistes ont abandonné leurs fiefs dans le nord du Mali, telle la ville de Gao, soumise à d'intenses bombardements par des avions Rafale dimanche, qui ont tué plus d'une soixantaine de combattants, selon des habitants et une source sécuritaire.

«*Nous sommes libres. On n'a pas vu aujourd'hui un seul moujahidine ici. Ils ont quitté la ville et les chefs sont cachés*», a assuré un habitant de Gao joint par téléphone.

«Les moujahidine ont peur»

A Tombouctou, où aucune frappe aérienne n'a pour le moment été recensée, même constat: «*les moujahidine sont partis, ils ont vraiment peur*», a constaté un résident de cette ville-phare de la culture musulmane en Afrique, où les jihadistes avaient détruit de nombreux mausolées.

Même les combattants qui s'étaient emparés jeudi de la localité de Konna (centre) avant d'en être repoussés vendredi et qui s'étaient repliés sur Douentza (à 800 km au nord de Bamako) ont abandonné cette dernière ville qu'ils contrôlaient depuis septembre, «*par peur des avions*», selon un témoin.

Pour le porte-parole du groupe islamiste Ansar Dine (Défenseurs de l'islam), Senda Ould Boumama, il ne s'agit que d'un «*retrait tactique*», l'exécution d'un «*plan de redéploiement*», selon des propos publiés sur le site d'informations mauritanien Alakhbar (proche des islamistes mauritaniens).

L'ONU a fait état de plus de 30 000 déplacés en raison des affrontements au Mali, en accusant les islamistes d'empêcher des milliers de Maliens de fuir la zone des combats pour gagner le sud du pays.

Le Programme alimentaire mondial estime qu'au total, 500 000 personnes auraient été déplacées au Mali depuis que les groupes rebelles ont pris le contrôle du nord du pays en mars 2012.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pris en charge, dans les hôpitaux de Mopti (centre) et Gao, 86 personnes blessées lors des derniers combats et bombardements.

La France - «*en guerre contre le terrorisme*» au Mali selon le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian - avait bloqué vendredi la progression des groupes armés islamistes vers le centre du pays, avant de bombarder dimanche et lundi les positions qu'ils contrôlaient dans le nord.

Les voisins du Mali ont annoncé lundi avoir pris des mesures pour éviter toute infiltration des groupes armés islamistes: l'Algérie a ainsi fermé ses frontières avec le Mali. Et l'armée mauritanienne s'est redéployée pour «*boucler la frontière*».

Frappes «le coeur de la France»

Face à l'intervention française, les jihadistes ont menacé Paris de représailles.

«*La France a attaqué l'islam. Au nom d'Allah, nous allons frapper le coeur de la France. Partout. A Bamako, en Afrique et en Europe*», a déclaré à l'AFP l'un des responsables du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), Abou Dardar. Il a par ailleurs refusé de donner un bilan des raids français, se contentant d'affirmer que «*tous les moudjahidine qui sont morts sont allés au paradis*».

De son côté, le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a jugé que «*la France n'a pas vocation à rester seule au côté du Mali*».

A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité de l'ONU devait d'ailleurs se réunir lundi sur le conflit au Mali. Et une réunion exceptionnelle du conseil des ministres européens des Affaires étrangères est également prévue dans les trois prochains jours.

Le secrétaire américain à la Défense, Léon Panetta, a confirmé lundi soir que son pays était prêts à fournir à la France un «*appui logistique*» et une aide en matière de renseignement pour son intervention militaire au Mali.

Les préparatifs s'accroissent pour le déploiement de la force ouest-africaine sur le sol malien. Les premiers éléments promis par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) se mettent en place, sous la direction d'un général nigérian, Shehu Abdulkadir.

Les premières troupes envoyées par le Nigeria seront au Mali «avant la semaine prochaine», a annoncé le président nigérian Goodluck Jonathan.

Le Nigeria doit fournir 600 hommes. Le Niger, le Burkina Faso, le Togo, et le Sénégal ont également annoncé l'envoi chacun d'environ 500 hommes, le Bénin 300, le Ghana 120 militaires spécialistes du génie et la Guinée 144, selon une source proche de la présidence.

Le président nigérian Mahamadou Issoufou a indiqué que 500 soldats maliens qui s'étaient repliés avec le colonel Alhaji Ag Gamou en 2012 au Niger face à l'avancée des islamistes dans le Nord du Mali pourraient reprendre le combat contre les jihadistes.